

POLYNESIE FRANCAISE

REPUBLIQUE FRANCAISE

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE  
DES  
ILES MARQUISES

LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

COMMUNE DE UA-POU



**DELIBERATION N° 41-2024 du 23 août 2024**

**Portant avis de la Commune de Ua Pou sur le nouveau statut de syndicat mixte fermé, « SMF » du SPCPF.**

DATE DE CONVOCATION  
2024

DATE D’AFFICHAGE  
2024

DATE DE LA SEANCE  
23 août 2024

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE UA-POU**

**Légalement convoqué, réuni à la mairie en séance publique le 23 août 2024, sous la présidence du maire, Monsieur Joseph KAIHA ;**

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
18	16	18
Abstention		
Abstention	Pour	Contre
0	18	0
Présents		
1-	Joseph KAIHA	
2-	Georges TEIKIEHUPOKO	
3-	Rosita HIKUTINI	
4-	Alain AH-LO	
5-	Yveline TOHUHUTOHETIA	
6-	Evelyne AH-LO	
7-	Teahu TEIKITUMENAVA	
8-	Sylvie HAPIPI	
9-	Joséphine TEIKITUNAPOKO	
10-	Joseph TEIKIHAKAUPOKO	
11-	Marietta MOTUEHITU	
12-	Isidore HIKUTINI	
13-	Wildorf TATA	
14-	Noël TATA	
15-	Marielle KOHUMOETINI	
16-	Ady CANDELOT	
Absents		
1-	Patricia KEUVAHANA	
2-	Tetaria HUUTI	
3-	Jacob KAIHA	
Procurations		
1.	Patricia KEUVAHANA à Joseph KAIHA	
2.	Tetaria HUUTI à Isidore HIKUTINI	
Secrétaire de séance		
Marietta MOTUEHITU		

VU la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971, portant création et organisation des communes dans le Territoire de la Polynésie Française, modifiée et complétée par la loi 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

VU le décret 72-407 du 17 mai 1972, portant création des communes dans le Territoire de la Polynésie Française ;

VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

VU l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des premières, deuxième et cinquième parties du CGCT aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, ratifiée par la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 dite « LODEOM » ;

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) applicables aux Communes de Polynésie Française ;

VU Dossier N°01/2024/SPCPF Intitulé « Evolutions proposées du SPCPF » à l'occasion du comité syndical en date du 24 mai 2024 ;

**Considérant** que le SPCPF souhaite transformer son statut juridique qui passerait du statut de syndicat de communes « SIVOM » à celui de syndicat mixte fermé « SMF »

**Considérant** la proposition du SPCF portant sur le fait de conserver deux missions à adhésion obligatoire que sont la formation et la promotion des communes.

**Sur la proposition du Maire,**

**Le quorum ayant été atteint,**

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal**

Par 18 voix pour, 0 abstention et 0 voix contre

**ADOPTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** La proposition du SPCF portant sur le fait de conserver deux missions à adhésion obligatoire que sont la formation et la promotion des communes est approuvée.

**Article 2 :** La proposition est présentée en annexe.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Durant ce délai, un recours

Acte rendu exécutoire après transmission via l'application @CTES :

Le \_\_\_\_\_

Et publication ou notification

Du \_\_\_\_\_

**Le Maire,**  
(Signature et cachet)

gracieux peut être exercé auprès des services de la commune de Ua-Pou. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux (2) mois vaut décision de rejet. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4 :** Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits et ont signé au registre les membres présents.

 Le Maire  
*Joseph KAIHA*  
Joseph KAIHA